



PROJET DE MARCHE N° B25-00725

OBJET : ACQUISITION DE BOITES A GANTS ANHYDRE DE  
CLASSE 1

**Marché sensible**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « CEA »  
d'une part,

ET :

La société à compléter au capital de à compléter euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de à compléter, sous le numéro à compléter, ayant son siège social à compléter, représentée par à compléter, agissant en qualité de à compléter,

ci-après dénommée « Le Titulaire »  
d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## SOMMAIRE

<b>INTERLOCUTEURS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - DEFINITION DES PRESTATIONS ET STRUCTURATION DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - ACCEPTATIONS DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES ATTENDUS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - GESTION DES MODIFICATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 - AVANCE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 13 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 14 - SUIVI DES PRESTATIONS .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 15 - RECETTE USINE.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 16 - LIVRAISON.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 17 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE et MISE EN SERVICE INDUSTRIEL.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 18 - RECEPTION.....</b>	<b>25</b>
<b>Il est précisé qu'une réception par tranche a lieu.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 19 - FORMATION DU PERSONNEL CEA .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 20 - GARANTIE.....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 21 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (PSE / OPTION) .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 22 - PENALITES .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 24 - PROTECTION DU SECRET .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIERE .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION .....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE 4 - ECHEANCIER SAP .....</b>	<b>35</b>

## **INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent Marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

		Prénom NOM	COORDONNEES	ADRESSE
CEA	Suivi Technique	Laurent KOCON  Dorothée CABIOCH	Tel : 02 47 34 48 18 Email : <a href="mailto:laurent.kocon@cea.fr">laurent.kocon@cea.fr</a>  Tel : 02.47.34.44.03 Email : <a href="mailto:dorothee.cabioch@cea.fr">dorothee.cabioch@cea.fr</a>	CEA/Le Ripault BP 16 37 260 Monts
	Suivi Contractuel	Anastasia CANEZI	Tel : 02 47 34 42 95 Email : <a href="mailto:anastasia.canezi@cea.fr">anastasia.canezi@cea.fr</a>	CEA/Le Ripault BP 16 37 260 Monts
Titulaire	Suivi Technique	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]
	Suivi Contractuel	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]

Dans le cas où l'interlocuteur du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA par simple courrier au plus tard 15 (quinze) jours avant le changement effectif d'interlocuteur. Le Titulaire fait son affaire du transfert d'informations et des éventuelles modalités administratives nécessaires au bon déroulement du Marché.

Les correspondances entre le Titulaire et le CEA sont nominativement adressées aux interlocuteurs désignés ci-dessus pour les parties les concernant.

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, l'acquisition de boîtes à gants anhydre de classe 1 (lot B) et ci-après désignée l'Équipement, et appelé les Prestations, pour les besoins du CEA Le Ripault.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Plan Contractuel de Sécurité DR (SF) [à compléter par le CEA] signé par les Parties dans sa version applicable,
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) avec faisant partie intégrante :
  - Le cahier des charges référence DO 244 en date du 30/09/2025 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- L'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- Le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- Le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- A titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée à compléter en date du à compléter.

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent Marché :

- Annexe 1 : Annexe financière,
- Annexe 2 Procès-verbal de réception,
- Annexe 3 : Fiche de Modification.

## **ARTICLE 3 - DEFINITION DES PRESTATIONS ET STRUCTURATION DU MARCHÉ**

Les Prestations sont décrites dans le Cahier des Charges du CEA référencées à l'article 2 supra, et sont forfaitaires et se déclinent comme suit :

- **Une tranche ferme** : acquisition d'une boîte à gants ;

- **Une tranche optionnelle n°1** : acquisition d'une seconde boîte à gants.

- **Une part estimative plafonnée à 10% du montant total du marché** : Réalisée sur demande expresse du CEA dans les conditions définies à l'article 6 du présent marché. Les prestations éventuellement réalisées prennent la forme de devis forfaitaires préalables (DFP).

- **Des options** :

- Option obligatoire n°1 : Stockage de l'Equipement par trimestre, avec un nombre maximal de 4 trimestres.
- Option obligatoire n°2 : Maintenance préventive des boîtes à gants, d'une durée de 1 an à compter de la fin de la période de la garantie de l'Equipement, reconductible 3 fois.
- Option obligatoire n°3 : Maintenance curative d'une durée de 1 an à compter de la fin de la période de la garantie de l'Equipement, reconductible 3 fois.
- Option facultative n°4 : Carcasse monobloc si possible.
- Option facultative n°5 : RDG en aluminium avec bague de serrage en laiton
- Option facultative n°6 : Fourniture d'une clé de serrage pour RDG
- Option facultative n°7 : Fourniture d'une clé de serrage pour RDS
- Option facultative n°8 : Des attentes pour passages étanches électriques (2 attentes) et fluides (2 attentes)

Ces prestations supplémentaires éventuelles (PSE) / options pourront être levées séparément selon les modalités suivantes :

- *Pour l'option de stockage* : la décision de lever l'option sera prise par le CEA par courrier recommandé avec avis de réception adressé au Titulaire au plus tard lors de la signature contradictoire du PV de réception usine de la tranche concernée. Cette option peut être levée sur l'une ou l'autre des tranches ou les deux.
- *Pour les options de maintenance* : la décision de lever l'option sera prise par le CEA par courrier recommandé avec avis de réception adressé au Titulaire dans un délai de 1 mois précédant la fin de la période de la garantie de l'Equipement. Chaque reconduction sera expresse, les reconductions sont notifiées, par écrit, au moins 1 mois avant la fin de l'année de maintenance en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La levée de ces options vaut pour l'ensemble des tranches affermies.
- Pour les options techniques : ne peu(ven)t être levée(s) par le CEA qu'à la signature du Marché, pour la tranche ferme, et à l'affermissement de la tranche optionnelle n°1 pour cette dernière, elle(s) sera(ont) alors réputée(s) intégrée(s) aux tranches ou à l'une d'entre elles.

Le retard de levée d'option ou l'absence de levée d'option n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

## ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

### 4.1 Durée de la tranche ferme (TF)

La durée prévisionnelle de la tranche ferme est [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] à compter de la date de la notification du Marché (T0) incluant :

- Les délais d'études, de fabrication, de livraison, de mise en service et de réception de l'Équipement,
- La garantie d'une durée de 12 mois de l'Équipement.

En cas de levée de l'option de maintenance préventive et ou curative, la durée du marché est prorogée de [à compléter] à l'issue de la garantie. En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, la durée de la maintenance de l'Équipement (y compris ses reconductions éventuelles) débute à compter de la fin de la période de garantie du second Équipement (T2bis). Dans l'hypothèse où la tranche optionnelle ne serait pas affermie, la durée de la maintenance débute à compter de la fin de la période de garantie du premier Équipement (T2).

*Avant la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du planning proposé par le titulaire, et des options/PSE retenues.*

### 4.2 Durée et modalités d'affermissement de la tranche optionnelle (TO1)

#### 4.2.1 Modalités de l'affermissement

La tranche optionnelle n°1 est affermie par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de réception prescrivant au Titulaire de débiter les prestations de la tranche concernée.

Le délai d'affermissement est fixé à 18 mois à compter de la date de la notification du Marché (T0).

#### 4.2.2 Durée de la tranche optionnelle n°1

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°1 est [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] à compter de la réception du courrier ou du moyen matériel ou dématérialisé prescrivant au Titulaire de débiter les prestations de la tranche optionnelle (T0bis) incluant :

- Les délais d'études, de fabrication, de livraison, de mise en service et de réception de l'Équipement,
- La garantie d'une durée de 12 mois de l'Équipement.

En cas de levée de l'option de maintenance préventive et ou curative, la durée du marché est prorogée de [à compléter] à l'issue de la garantie. En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, la durée de la maintenance de l'Équipement (y compris ses reconductions éventuelles) débute à compter de la fin de la période de garantie du second Équipement (T2bis).

### 4.2 Délais d'exécution des tranches

T0 étant la date de notification du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Tranches	Etapes	Désignation du jalon	Délais contractuels
Ferme		Remise du Plan Qualité particulier	Réunion d'enclenchement
	Etudes de conception	Remise des études et des plans d'exécution	T0 + [à compléter par le soumissionnaire],

		Approvisionnements principaux	T0 + [à compléter par le soumissionnaire],
		Recette usine de l'Equipement	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
		Livraison de l'Equipement	T0 + [à compléter par le soumissionnaire],
	Réalisation	Remise de la documentation prévue à l'article « Remise des livrables »	T0 + [à compléter par le soumissionnaire],
		Réalisation de la formation du personnel du CEA	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
		Réception de l'Equipement	T0 + [à compléter par le soumissionnaire] maximum (T1)
		Fin de la garantie de l'Equipement	T1 + 12 mois (T2)
		Maintenance de l'Equipement	Si seule la tranche ferme est exécutée : T2 + [à compléter par le soumissionnaire]. ; Ou si la tranche optionnelle est exécutée : T2bis + [à compléter par le soumissionnaire].
Optionnelle	Etudes de conception	Remise des études et des plans d'exécution	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire],
	Réalisation	Approvisionnements principaux	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire],
		Recette usine de l'Equipement	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire]
		Livraison de l'Equipement	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire],
		Remise de la documentation prévue à l'article « Remise des livrables »	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire],

		Réalisation de la formation du personnel du CEA	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire]
		Réception de l'Equipement	T0bis + [à compléter par le soumissionnaire] maximum (T1bis)
		Fin de la garantie de l'Equipement	T1bis + 12 mois (T2bis)
		Maintenance de l'Equipement	T2bis + [à compléter par le soumissionnaire].

Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Equipement sont précisés respectivement aux articles « Garantie » et « Maintenance de l'Equipement » infra.

Le Titulaire s'exposera à l'application de pénalités prévues au titre du marché en cas de non-respect de ces jalons.

L'acceptation par le CEA de modifications de délai ne désengage pas la responsabilité du Titulaire vis-à-vis des délais initiaux ci-dessus pris à la notification du marché. Il en irait autrement pour les modifications qui ne seraient pas de son fait.

Il est précisé que le centre est fermé chaque année une quinzaine de jours, usuellement, la semaine du 15 août, une à deux semaines lors des vacances scolaires de Noël.

## **ARTICLE 5 - ACCEPTATIONS DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES ATTENDUS**

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au CDC, ces documents étant indispensables au suivi technique.

Les Prestations du présent marché font l'objet d'un examen détaillé.

### **5.1 Livrables relatifs à l'Equipement**

Au titre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le Cahier des Charges, notamment :

- Notices instructions et techniques à jour dont :
  - Le dossier constructeur en langue française (obligatoire) et anglaise (facultative) de l'Equipement et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
  - La notice descriptive,
  - La notice d'installation, de mise en service et d'utilisation,
  - La notice de maintenance,
  - La notice des éléments périphériques,
  - Les schémas électriques,
  - Les documents techniques des matériels implantés,
  - Les fiches techniques personnalisées (réglages, paramètres machines, ...),
  - Les nomenclatures des éléments de l'Equipement avec leur référence fournisseur et repère des plans pour les composants électroniques,



- La liste des pièces de rechange stratégiques nécessaires au maintien en conditions opérationnelles de l'Équipement.
- Dossier de plans à jour :
  - Plans version « Bons Pour Exécution » (BPE),
  - Proposition de plan d'essais en usine (grille visée par les deux parties).
- Un calendrier annuel d'intervention au titre de la maintenance préventive (en cas de levée de l'option),
- Le support de formation,
- L'attestation de conformité réglementaire.
- Le rapport détaillant les préconisations et les actions à mener afin de maintenir en condition opérationnelle l'Équipement, et les mesures relatives aux consignes environnementales, et au recyclage et/ou le réemploi des pièces obsolètes futures et de l'Équipement en fin de vie.

### **Délais de remise des livrables relatif aux prestations réalisées sur l'Équipement**

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des Charges (plans, schémas, nomenclature, notice...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique de l'Équipement entraînera l'application des pénalités prévues au présent Marché ou d'une retenue en application de l'article 24 des CGA.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

### **5.2 Livrables relatifs aux interventions lors de la garantie et de la maintenance de l'Équipement**

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie, et de la maintenance préventive (en cas de levée de l'option), donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires dans un délai de 10 jours à l'issue de l'intervention, sont signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent Marché. Toute prestation reconnue défectueuse est reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

### **5.3 Validation des livrables**

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 1 mois à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai de 1 mois. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

#### 5.4 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 1 exemplaire papier et un exemplaire sous format électronique (une version non modifiable type pdf et une version logiciels spécifiques, si possible CATIA).

Les livrables validés sont remis au CEA sous la forme de 1 tirage sur support papier et d'exemplaires sous format électronique.

#### 5.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

### **ARTICLE 6 - GESTION DES MODIFICATIONS**

#### 6.1 Généralités

Le titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du Marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. **Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du Marché.**

Pendant l'exécution du Marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative pour la prise en compte d'une modification.

Pour chaque modification, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis forfaitaire du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- Application des prix des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission, et annexé au marché,
- Application des taux de main-d'œuvre (horaires et/ou journaliers) par qualification définis par le Marché en annexe 2, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- Application de prix nouveaux pour des prestations se rattachant à un complément de la demande initiale. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux de main-d'œuvre (horaires et/ou journaliers) par qualification, définis par le Marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la prestation, en isolant le coefficient d'approvisionnement, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,
- Devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des prestations sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient défini en annexe

#### **Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.**

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le Marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la Fiche de Modification (FM).

En cas de désaccord sur le plan financier, le Titulaire devra engager les prestations correspondantes sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

## 6.2 - Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des Prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des Prestations, le montant total des Prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé renseigné dans FM correspondante. Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les Prestations de modification notifiées par le CEA. Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la part estimative que dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article 7.1.2 du présent marché.

## ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES

### 7.1 Montant plafond du marché

Le montant plafond du Marché est fixé à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est présentée à l'annexe 1.

Il se décompose comme suit :

#### 7.1.1 Montant de la tranche ferme

Le montant de la part ferme du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale, **soit octobre 2025** est fixé à la somme ferme et forfaitaire de [à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre] € HT [à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

**Soit à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre € HT**  
(à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

Ce montant se décompose comme suit :

[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES

#### 7.1.2 Montant de la tranche optionnelle n°1

Le montant de la tranche optionnelle n°1 du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale, **soit octobre 2025** est fixé à la somme ferme et forfaitaire de [à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre] € HT [à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

**Soit à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre € HT**  
 (à compléter par le soumissionnaire sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

Ce montant se décompose comme suit :

[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES
[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES

### 7.1.3 Montant de la part estimative « gestion des modifications »

Le présent marché comprend une part estimative destinée à couvrir des aléas, des modifications ou des Prestations supplémentaires nécessaires sur décision et demande expresse du CEA.

- Tranche ferme :

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 10% du montant HT de la tranche ferme du marché.

**Soit à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT**  
 (à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

- Tranche optionnelle n°1 :

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, une part estimative complémentaire de 10% du montant HT de la tranche optionnelle n°1 marché.

**Soit à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT**  
 (à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

- Montant plafond total de la part estimative :

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, le **montant plafond total** de la part estimative du présent marché **est donc fixé** [à compléter par le CEA sur la base de l'offre à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([A COMPLETER PAR LE CEA SUR LA BASE DE L'OFFRE A COMPLETER PAR LE CEA SUR LA BASE DE L'OFFRE]).

Ce montant sera ajusté en fonction de la date d'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle n°1, le montant plafond de la part estimative reste fixé [à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT].

Ce montant est un montant plafond. Il ne constitue en aucune façon un engagement de dépenses du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des Fiches De Modification (FDM) notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

#### 7.1.4 Montant de l'option de stockage (par tranche)

Le montant du stockage de l'Équipement est fixé, **par tranche**, à la somme forfaitaire et révisable [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire EUROS HORS TAXES]) pour une durée de 1 an maximum, soit un montant par trimestre de [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES).

#### 7.1.5 Options de maintenance préventive

Si l'option de maintenance préventive est levée, elle s'applique à l'ensemble des tranches déjà affermies.

##### a) Montant de la maintenance préventive pour l'Équipement de la tranche ferme

Le montant de la maintenance préventive est fixé à la somme forfaitaire et révisable [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire EUROS HORS TAXES]) pour une durée 1 an reconductible, soit un montant pour 4 ans de [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES).

##### b) Montant de la maintenance préventive pour l'Équipement de la tranche optionnelle

Le montant de la maintenance préventive est fixé à la somme forfaitaire et révisable [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire EUROS HORS TAXES]) pour une durée 1 an reconductible, soit un montant pour 4 ans de [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES).

#### 7.1.6 Options de maintenance curative

Si l'option de maintenance curative est levée, elle s'applique à l'ensemble des tranches déjà affermies.

##### a) Montant de la maintenance curative pour l'Équipement de la tranche ferme

Le montant de la maintenance curative est fixé à la somme forfaitaire et révisable [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire EUROS HORS TAXES]) pour une durée 1 an reconductible, soit un montant pour 4 ans de [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES).

##### b) Montant de la maintenance curative pour l'Équipement de la tranche ferme

Le montant de la maintenance curative est fixé à la somme forfaitaire et révisable [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire EUROS HORS TAXES]) pour une durée 1 an reconductible, soit un montant pour 4 ans de [à compléter par le soumissionnaire] € HT ([à compléter par le soumissionnaire] EUROS HORS TAXES).

### 7.3 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre finale soit [octobre 2025](#).

#### 7.3.1 Caractère des prix

Les prix des tranches ferme et optionnelle sont fermes et actualisables.

Les prix des options de stockage et de maintenance sont révisables.

Les prix de la part estimative sont fermes et ne font l'objet d'aucune actualisation ou révision des prix.

#### 7.3.2 Modalités actualisation des prix de la tranche ferme

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

#### Formule d'actualisation des prix :

Le coefficient d'actualisation **C<sub>n</sub>** applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C_n = P_0 [ 0,40 \times (\text{CPF } 33,20 / \text{CPF } 33,20_0) + 0,60 \times (\text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0) ]$$

dans laquelle :

C	coefficient d'actualisation
P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale
P	Prix actualisé
CPF 33,20 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « prix de production de l'industrie française pour le marché français – – Installation de machines et d'équipements industriels » au mois d'octobre 2025 <b>Identifiant INSEE : 010763988</b>
ICHT-IME <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » au mois d'octobre 2025 <b>Identifiant INSEE : 001565183</b>
ICHT-IME CPF 33,20	Dernières valeurs connues de ces mêmes indices trois mois avant la date de signature du marché.

#### 7.3.3 Modalités actualisation des prix de la tranche optionnelle n°1

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date d'affermissement de la tranche (date réception courrier affermissement). L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les mêmes modalités que la tranche ferme.

#### 7.3.4 Modalités de révision des prix des options

Les prix des Prestations réalisées sur l'Equipement sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale (soit octobre 2025).

##### a) Modalités de révision du prix de l'option de maintenance

En cas de levée de l'option relative à la maintenance préventive et curative de l'Equipement, le prix de celle-ci est révisable semestriellement (à terme échu). Le coefficient de révision des prix est donné par la formule suivante :

$$C_n = [0,15 + 0,85 \times (\text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0)]$$

dans laquelle :

C	coefficient de révision
---	-------------------------

P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale
P	Prix révisé
ICHT-IME <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » au mois d'octobre 2025 <b>Identifiant INSEE : 001565183</b>
ICHT-IME	Dernière valeur connue de ce même indice au mois de révision des prix

*b) Montant de l'option de stockage de l'Équipement*

En cas de levée de l'option au stockage de l'Équipement, le prix de celle-ci est révisable trimestriellement (trimestre échu). Le coefficient de révision des prix est donné par la formule suivante :

$$C_n = [0,15 + 0,85 \times (\text{CPF } 33,20 / \text{CPF } 33,20_0)]$$

dans laquelle :

C	coefficient de révision
P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale
P	Prix révisé
CPF 33,20 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « prix de production de l'industrie française pour le marché français – – Installation de machines et d'équipements industriels » au mois d'octobre 2025 <b>Identifiant INSEE : 010763988</b>
CPF 33,20	Dernière valeur connue de ce même indice au mois de révision des prix

### 7.3.4 Modalités applicables aux variations des prix

Les coefficients de révision ou d'actualisation obtenus sont arrondis au millième inférieur.

Le Titulaire peut demander par écrit (mail) au correspondant commercial une proposition de calcul de la formule, au moins 15 jours, avant l'envoi de sa facture d'actualisation ou de révision de prix (via Chorus).

Le cas échéant, après vérification du coefficient calculé proposé par le Titulaire, le CEA accepte ou non ce dernier par écrit. La révision ne peut être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus peut être rejetée par le CEA.

Tout retard imputable au Titulaire n'est pas pris en compte dans le calcul de la révision des prix des prestations concernées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer les dispositions de révision des prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

### 7.3.5 Clause de sauvegarde



Dans le cas où l'application de la formule de révision des prix conduit à une augmentation supérieure de 3% par rapport au prix initial ou dernier prix révisé, le titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les parties ne trouvent d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

#### 7.4 Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Pour les prestations d'études, de stockage, de maintenance et de déménagement, chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

### **ARTICLE 8 - ECHEANCIER DE FACTURATION**

*Avant la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction de la proposition du titulaire lors de la remise de son offre et des négociations.*

#### 8.1 Prestations de la tranche ferme

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante :

Phases	Conditions	Montant à échéance (€HT)
<b>Etudes</b>	10 % du montant HT de la tranche ferme du Marché, au titre des études, et après acceptation par le CEA des livrables correspondants	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Approvisionnement</b>	20 % du montant HT de la tranche ferme du Marché, au titre du constat d'approvisionnement, et après remise des justificatifs permettant la constatation de la constitution des approvisionnements principaux* dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, validés par le CEA	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Recette usine</b>	20 % du montant HT de la tranche ferme du Marché, au titre de la recette usine, après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Installation</b>	20 % du montant HT de la tranche ferme du Marché, au titre de la livraison sur site, après signature du bon de livraison de l'Equipement sur le site du CEA Le Ripault par les Parties,	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]



<b>Réception</b>	30 % du montant HT de la tranche ferme du Marché, au titre de la réception de l'Équipement, après signature contradictoire du procès-verbal de réception.	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
------------------	---	---

## 8.2 Prestations de la tranche optionnelle n°1

Phases	Conditions	Montant à échéance (€HT)
<b>Etudes</b>	10 % du montant HT de la tranche optionnelle n°1 du Marché, au titre des études, et après acceptation par le CEA des livrables correspondants	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Approvisionnement</b>	20 % du montant HT de la tranche optionnelle n°1 du Marché, au titre du constat d'approvisionnement, et après remise des justificatifs permettant la constatation de la constitution des approvisionnements principaux* dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, validés par le CEA	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Recette usine</b>	20 % du montant HT de la tranche optionnelle n°1 du Marché, au titre de la recette usine, après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Installation</b>	20 % du montant HT de la tranche optionnelle n°1 du Marché, au titre de la livraison sur site, après signature du bon de livraison de l'Équipement sur le site du CEA Le Ripault par les Parties,	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
<b>Réception</b>	30 % du montant HT de la tranche optionnelle n°1 du Marché, au titre de la réception de l'Équipement, après signature contradictoire du procès-verbal de réception.	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

*\*La liste des approvisionnements principaux est déterminée par les Parties lors de la réunion d'enclenchement, à défaut, elle est fixée à la discrétion du CEA.*

## 8.2 Prestations de la part estimative et optionnelle « gestion de modifications »

*Pour les prestations réalisés dans le cadre de la part estimative : A défaut de précision de l'échéancier de paiement associé dans la FM, 100% du montant HT de la Fiche de Modification (FM), après acceptation par le CEA des prestations relatives à la FM et signature contradictoire du PV de réception correspondant.*

### 8.3 Option relative à la maintenance préventive

En cas de levée de l'option, le montant des prestations relatives à la maintenance préventive de l'Equipement est facturé semestriellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

### 8.4 Option relative à la maintenance curative

En cas de levée de l'option, le montant des prestations relatives à la maintenance curative de l'Equipement est facturé semestriellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

### 8.5 Option relative au stockage de l'Equipement

En cas de levée de l'option, le montant des prestations relative au stockage de l'Equipement est facturée trimestriellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

## **ARTICLE 9 - AVANCE**

*Avant la notification du marché, cette clause sera adaptée, voir supprimée, en fonction du statut de PME ou non du titulaire, et sa volonté de renonciation ou pas.*

### **Conditions générales d'octroi des avances par le CEA**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme de chaque tranche affermie est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme de la tranche affermie diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme de chaque tranche affermie est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme de la tranche affermie diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

### **Avance accordée au Titulaire**

Au titre du présent Marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

### **Modalités de paiement et de remboursement**

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du terme de paiement correspondant à la recette usine (de chacune des tranches) puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

### **Avance accordée aux sous-traitants**

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites ci-avant. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du Marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT**

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D,
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : 4600xxxxx
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe n°4).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le coefficient de révision appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera « recyclée ».

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **11.1 Conformité aux normes**

L'Equipement doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'Equipement ou élément de l'Equipement.

### 11.2 Mesures relatives à l'exécution des prestations

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à l'exécution du Marché. Les moyens et équipements utilisés pour l'exécution du Marché doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

### 11.3 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

### 11.4 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du Marché.

### 11.5 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

**L'adhésion à ce collège est obligatoire et gratuite.**

### 11.6 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation préalablement de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - Tél. 02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

### 11.7 Gestion des déchets

Le Titulaire doit prendre toutes mesures pour éviter des pollutions éventuelles résultant de l'exécution de ses prestations dans le cadre de ses prestations.

Il est en outre entièrement responsable de l'évacuation de ses déchets hors déchets amiantés selon la procédure en vigueur sur le site du CEA Le Ripault.

Il est rappelé au Titulaire à ce titre que tout matériau ou matériel démonté ne doit pas sortir du site du CEA, sauf accord préalable de reprise de matériel stipulé dans le Marché. Le cas échéant, les déchets contenant de l'amiante sont traités selon les dispositions prévues au Cahier des Charges.

Le Titulaire doit prendre ses dispositions pour protéger matériels et matériaux de tout vol ou dégradation.

## **ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **12.1 Obligations du Titulaire**

#### *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

#### *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décelé des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **12.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

## **ARTICLE 13 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **13.1 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent Marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

### **13.2 Horaires**

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures** disposant des droits d'accès, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

### **13.3 Personnel du Titulaire**

#### *13.3.1 Dispositions générales*

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le

CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

### 13.3.2 Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 10 jours ouvrés après la notification du Marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

### 13.3.3 Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 14 - SUIVI DES PRESTATIONS**

### 14.1 Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

### 14.2 Réunions

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord. A défaut d'accord commun, la date est fixée par le CEA.

La présence du responsable désigné du Titulaire est requise pour chaque réunion contractuelle.

#### 14.2.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement est effectuée, après la signature du Marché par les Parties (et éventuellement après l'affermissement de la tranche optionnelle), dans les locaux du CEA, à une date à convenir entre les Parties.

Cette réunion a pour objet de :

- Présenter les intervenants et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire ;
- Rappeler les objectifs de la prestation et les principales exigences techniques de l'Équipement ;

- Fournir la documentation « de base » nécessaire au démarrage de la prestation, en particulier le Titulaire fournira le PAQ (Plan d'Assurance Qualité) et le manuel qualité de la société et des éventuels sous-traitants identifiés ;
- Rappeler le planning global de l'affaire (réunions, points d'arrêt, etc.). Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement de prestations.
- Fixer la liste des approvisionnements principaux qui seront soumis à la constatation et validation du CEA.

#### 14.2.2 Réunion de conception

A l'issue de la phase études, une réunion de conception est organisée dans les locaux du CEA, à une date à convenir entre les Parties.

Au cours de cette réunion, le Titulaire exposera les réponses techniques et les solutions technologiques apportées au titre du Marché. Le CEA doit valider l'ensemble des livrables afin de permettre le lancement de la phase de réalisation.

#### 14.2.3 Réunion d'avancement

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions auront pour but de :

- Suivre les divers jalons contractuels,
- Echanger sur les éventuels points de blocage,
- Valider les futures actions à mener, le cas échéant.

Le contenu et la fréquence de ces réunions sont déterminés lors de la réunion d'enclenchement.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

#### 14.2.4 Réunion de fin de Marché (REX)

A la toute fin des missions confiées au Titulaire, une réunion peut être organisée pour acter de la fin des obligations nées au titre du présent Marché. Cette réunion a pour objectif de faire un point complet sur l'ensemble des missions réalisées par le Titulaire. Elle peut également être l'occasion au Titulaire de redonner les documents en sa possession qu'il doit retourner au CEA.

#### 14.2.5 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires suivant la date de réunion et sous 48 h pour la réunion d'enclenchement.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

### **ARTICLE 15 - RECETTE USINE**

L'Équipement fourni par le Titulaire au titre du présent Marché fait l'objet d'une recette usine. Celle-ci a pour but de constater que l'Équipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des Charges.

La recette usine est effectuée par le Titulaire conformément aux prescriptions définies notamment dans le Cahier des Charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32 des CGA.



La recette usine ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité de l'Équipement à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

## **ARTICLE 16 - LIVRAISON**

### **16.1 Lieu de livraison**

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison de l'Équipement à l'adresse ci-dessous, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété (soit lors du prononcé de réception finale) :

CEA Le Ripault  
Réception marchandises Bât 605 8h00/12h00  
Place Raoul Dautry  
37260 MONTS

**Palettes EUR ou EPAL Uniquement**

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous doit être acheminée par le Titulaire jusqu'au destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA.

- Dimension des colis palettisés : Surface maxi : 80 cm x120 cm - hauteur maxi 160 cm (Palettes EUR/PAL),
- Nombre de palettes en livraison simultanée pour un même destinataire : 4,
- Poids autorisé par palette ou colis : maxi 600 kg.

Pour l'accès au bâtiment de livraison du destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA, le Titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 5 jours minimum avant le jour de ladite livraison. Pour cette demande d'accès les nom, prénom, date et lieu de naissance du livreur seront demandés lors de la prise de rendez-vous.

### **16.2 Bon de livraison**

Sur chaque colis livré, le Titulaire doit impérativement faire figurer un « bon de livraison » indiquant :

- Le numéro de commande 4600XXXXX.
- L'unité demandeuse (à compléter par le CEA),
- Le destinataire final (à compléter par le CEA),
- Le point de déchargement (à compléter par le CEA),
- Une désignation succincte de l'Équipement : Unité de production de synthèse chimique

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison.

## **ARTICLE 17 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE et MISE EN SERVICE INDUSTRIEL**

### **17.1 Montage**

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et est réalisée par le Titulaire au bâtiment [à compléter par le CEA] du CEA Le Ripault.

Pour l'accès au bâtiment, le Titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 5 jours minimum avant le début des opérations de montage. Pour cette demande d'accès, les nom, prénom, date et lieu de naissance de l'opérateur sont demandés lors de la prise de rendez-vous.



Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire doit se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

#### 17.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire

Conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Charges, le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité de l'Équipement qu'il a réalisé, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau doit être exempt de toute réserve.

#### 17.3 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences du Cahier des Charges précité, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'Équipement.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

#### 17.4 Essais sur site CEA

Les essais sur site de l'Équipement sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par le Cahier des Charges cité à l'article 2 du présent Marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA avant la réalisation des essais.

#### 17.5 Mise en service industriel

Lorsque la réception de l'Équipement nécessite une phase préalable de mise en service industrielle, celle-ci est conduite sous la responsabilité par le Titulaire selon les dispositions de l'article 32.3 des CGA.

### **ARTICLE 18 - RECEPTION**

Il est précisé qu'une réception par tranche a lieu.

#### 18.1 Réception de l'Équipement

La réception est prononcée après livraison, montage, mise en service industrielle, essais sur site satisfaisants, formation et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

## 18.2 Réception des prestations de maintenance

Sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, la réception des prestations de maintenance est prononcée trimestriellement conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

## **ARTICLE 19 - FORMATION DU PERSONNEL CEA**

Le Titulaire s'engage à assurer la formation du personnel CEA chargé d'utiliser et de maintenir l'Equipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Charges et dans son offre.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation afférente, rédigée en langue française, et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## **ARTICLE 20 - GARANTIE**

### 20.1 Garantie de l'Equipement

#### 20.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de DOUZE (12) mois fermes à compter de la date de réception, porte sur l'ensemble de l'Equipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait du Titulaire.

#### 20.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des Charges. La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Equipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Equipement sont garanties. De même, la garantie ne peut s'exercer en cas d'une utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

#### 20.1.3 Délais d'intervention et de réparation pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir sur site CEA dans un délai de [à compléter par le soumissionnaire] jours ouvrables faisant suite à l'appel ou le courriel du CEA.

Le Titulaire s'engage à un délai maximal de réparation de [à compléter par le soumissionnaire] jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à trouver une solution de contournement sous [à compléter par le soumissionnaire] jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site

L'intervention du Titulaire comprend :

- Le diagnostic complet de la panne,
- L'échange standard ou la réparation des pièces courantes,
- La remise en conditions opérationnelles de l'Equipement suivant les spécifications initiales,
- La restauration des réglages du CEA après l'intervention.

*Avant la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction de la proposition du titulaire lors de la remise de son offre et des négociations.*

## 20.2 Garantie des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fait l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

## 20.3 Connaissance de l'Équipement

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

## **ARTICLE 21 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (PSE / OPTION)**

*Avant la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction de la proposition du titulaire lors de la remise de son offre et des négociations.*

### 21.1 Durée de la maintenance de l'Équipement

La maintenance d'une durée de [à compléter par le soumissionnaire] ([à compléter par le soumissionnaire]) à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, porte sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sur l'ensemble de l'Équipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

### 21.2 Périmètre de la maintenance de l'Équipement

#### 21.2.1 *Maintenance préventive*

La maintenance préventive de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, le remplacement des pièces détachées, les consommables, les déplacements, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalise les visites d'entretien préventif sur l'Équipement conformément aux préconisations du constructeur. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procède notamment :

- à l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques,
- au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),

- au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- aux inspections de sécurité,
- à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

Le Titulaire propose toutes modifications éventuelles pouvant améliorer le fonctionnement de l'Equipement.

Le Titulaire présente dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de levée de l'option par le CEA un calendrier annuel d'interventions qui est soumis au CEA pour accord. Toute modification de ce calendrier doit être signalée une semaine à l'avance.

#### 21.2.2 Maintenance curative

La maintenance curative de l'Equipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, les déplacements, les pièces détachées, les consommables et les logiciels.

La maintenance curative couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des Charges et les spécifications du constructeur, dont le CEA peut attester de la manifestation, et leurs corrections.

#### 21.2.3 Délais d'exécution pendant la maintenance

Pendant la période de maintenance de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir sur site CEA dans un délai de [à compléter] jours ouvrables faisant suite à l'appel ou le courriel du CEA.

Le Titulaire s'engage à un délai maximal de réparation de [à compléter par le soumissionnaire] jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à trouver une solution de contournement sous [à compléter par le soumissionnaire] jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site

L'intervention du Titulaire comprend :

- Le diagnostic complet de la panne,
- L'échange standard ou la réparation des pièces courantes,
- La remise en conditions opérationnelles de l'Equipement suivant les spécifications initiales,
- La restauration des réglages du CEA après l'intervention.

La maintenance s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

#### 21.2.4 Assistance téléphonique

Le Titulaire assure au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les [à compléter par le soumissionnaire] heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

#### 21.2.5 Réparations en atelier

S'il le juge nécessaire, le Titulaire peut, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire est responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge de l'Equipement pour emballage et transport et jusqu'à son retour au CEA/Le Ripault après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne peut pas être supérieur à [à compléter] mois à compter de sa prise en charge.

### 21.3 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention tel que précisé à l'article « Livrables relatifs aux interventions lors de la garantie et de la maintenance de l'Équipement ».

## **ARTICLE 22 - PENALITES**

Les pénalités définies dans le présent Marché sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total affermi du marché au moment de l'application desdites pénalités.

Les pénalités ne sont pas libératoires de la responsabilité du Titulaire. Outre ces dispositions, l'article 39.2 des CGA s'applique au présent Marché.

Chaque fois que le CEA constate une inexécution totale ou partielle, ou une mauvaise exécution du Marché du fait du Titulaire, des pénalités peuvent lui être appliquées dans les conditions ci-après :

DESCRIPTION DEFAILLANCE	PENALITE	COMMENTAIRE
Non-respect des délais d'exécution à l'exclusion de ceux mentionnés pour la garantie et la maintenance	<b>1/1000 du montant hors taxes de la tranche concernée</b>	Par jour ouvré de retard et par tranche
Non-respect des délais d'exécution lors de la garantie et de la maintenance	<b>500 Euros HT</b>	Par jour ouvré de retard et par équipement
Absence aux réunions : - réunion d'enclenchement, - réunion de conception, - réunion d'avancement, - réunion de clôture,	<b>1 000 Euros HT</b>	Par constat
Manquement à la sécurité sur une prestation	<b>3 000 Euros HT</b>	Par constat
Mauvaise exécution des prestations (1)	<b>1 000 Euros HT</b>	Par constat

(1) Le CEA est seul juge de l'opportunité de déterminer si ces prestations doivent être recommencées dans le délai prescrit. Les prestations qui ne répondraient pas aux besoins exprimés par le CEA doivent être immédiatement refaites par le Titulaire ou à défaut par un prestataire du CEA aux frais du Titulaire.

## **ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE**

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 24 - PROTECTION DU SECRET**

Le marché est un marché sensible au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

24.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout ou dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

24.2 Le Titulaire reconnaît :

avoir pris connaissance :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

24.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

24.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

avoir pris connaissance :

- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels ;
- tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;

- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire

24.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

24.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

24.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

24.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à [xxxxxxxxxxxxx],

(en double exemplaire originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

**ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIERE**

Voir fichier joint

**ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION****PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° :4600XXXXX

DEMANDE D'ACHAT N° :1680XXXXX

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, . . . . . , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. <sup>(1)</sup>- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). <sup>(1)</sup>

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

**Nota** : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

<sup>(1)</sup> (rayer la mention inutile)



CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Pour le CEA le Pilote de contrat

Le Titulaire

**ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION**

N° de Fiche : ..... Indice : .....

Fiche créée le : .....

Demandeur de la modification : .....

N° Marché : ..... Fournisseur : .....

Objet du marché : .....

<u>NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE</u> : ..... ..... ..... ..... ..... .....
--

COUT DE LA MODIFICATION <sup>1</sup> :INFLUENCE SUR LE PLANNING :
.....  
.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....  
.....

TOTAL : .....

TOTAL : .....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des deux parties)

CEAFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

<sup>1</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

**ANNEXE 4 - ECHEANCIER SAP**

Poste SAP	Prestations
10	Tranche ferme : Validation des études
20	Tranche ferme : Approvisionnements
30	Tranche ferme : Recette usine
40	Tranche ferme : Installation et livraison sur site LR
50	Tranche ferme : Réception
60	Tranche optionnelle : Validation des études
70	Tranche optionnelle : Approvisionnements
80	Tranche optionnelle : Recette usine
90	Tranche optionnelle : Installation et livraison sur site LR
100	Tranche optionnelle : Réception
110	Actualisation des prix – tranche ferme
120	Actualisation des prix – tranche optionnelle
130	Equipement Tranche ferme : Option de stockage – Trimestre 1
140	Equipement Tranche ferme : Option de stockage – Trimestre 2
150	Equipement Tranche ferme : Option de stockage – Trimestre 3
160	Equipement Tranche ferme : Option de stockage – Trimestre 4
170	Equipement Tranche optionnelle : Option de stockage – Trimestre 1
180	Equipement Tranche optionnelle : Option de stockage – Trimestre 2
190	Equipement Tranche optionnelle : Option de stockage – Trimestre 3
200	Equipement Tranche optionnelle : Option de stockage – Trimestre 4
210	Révision du prix - Equipement Tranche ferme : Option de stockage
220	Révision du prix - Equipement Tranche optionnelle : Option de stockage – Trimestre 2
230	Equipement Tranche ferme : Maintenance préventive et curative – Année 1
240	Equipement Tranche ferme : Maintenance préventive et curative – Année 2
250	Equipement Tranche ferme : Maintenance préventive et curative – Année 3
260	Equipement Tranche ferme : Maintenance préventive et curative – Année 4
270	Equipement Tranche optionnelle : Maintenance préventive et curative – Année 1
280	Equipement Tranche optionnelle : Maintenance préventive et curative – Année 2
290	Equipement Tranche optionnelle : Maintenance préventive et curative – Année 3
300	Equipement Tranche optionnelle : Maintenance préventive et curative – Année 4

310	Révision prix - Maintenance préventive et curative
-----	--

L'échéancier est donné à titre indicatif, il peut être modifié à tout moment par le CEA en cours d'exécution du Marché. Le CEA transmet au Titulaire toute nouvelle version dudit échéancier.

PROJET